

IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
Mécanisme de financement des interventions rapides (IRF)
Révision du budget ou de la durée de projet sans impact sur le coût global¹

<p>Titre du projet : Projet d'Appui au Redéploiement de l'Administration Territoriale et à la Revitalisation Socio-Economique des collectivités (ARAT-RSE)</p>	<p>Entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU (RUNO) Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)</p>
<p>Personne à contacter concernant le projet : Aboubacar Koulibaly Directeur Pays, PNUD Adresse : PNUD, Avenue de l'Indépendance, BP 872 Bangui, RCA RCA Téléphone : +236 75 50 12 47 E-mail : aboubacar.koulibaly@undp.org</p>	<p>Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (gouvernement, organisation de la société civile, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration du Territoire (MISPAT) - Ministères sectoriels et Institutions nationales (Education, Santé, Affaires sociales, Sécurité) - Agence Gouvernementale d'Exécution des Travaux d'Intérêts Publics (AGETIP-CAF) - Autres agences des Nations-Unies (BIT, MINUSCA) - ONG nationales et internationales
<p>Numéro de projet du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluri partenaires (MPTF) : 00097202</p>	<p>Site du projet : République Centrafricaine</p>
<p>Description du projet :</p> <p><i>Ce projet vise à soutenir la consolidation de la paix à travers le processus de restauration et d'extension de l'autorité de l'État sur le territoire national, et favoriser l'émergence d'un nouveau contrat social entre l'État et la société centrafricaine, cela, en ligne avec les priorités nationales inscrites dans le Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix du Gouvernement de la RCA (RCPCA). La présente requête vise une extension de la durée du projet afin de mener les activités prévues à terme et faire face aux priorités du moment dans le cadre du processus de restauration de l'autorité de l'État, notamment dans la zone de Bambari.</i></p>	<p>Coût total du projet : 5.020.958 US\$</p> <p>PBF : 3.000.000 US\$</p> <p>PNUD : 1.000.000 US\$</p> <p>BIT : 100.000 US\$</p> <p>Reste à mobiliser : 920.958 US\$</p> <p>Date de démarrage du projet : 25/11/2015</p> <p>Date initiale d'achèvement du projet : 30/04/2017</p> <p>Nouvelle date d'achèvement (le cas échéant) : 30/04/2018</p>

¹ Veuillez utiliser ce formulaire UNIQUEMENT pour effectuer une demande i) de prorogation de la mise en œuvre d'un projet sans implication de coût ni modification importante du domaine de résultat visé ou ii) de réallocation budgétaire pour un même projet de budget ayant un impact d'au moins 15 % sur une ou plusieurs catégories de dépense mais sans impact significatif sur le résultat visé.

<p>« Score » d'égalité entre les sexes (« Gender Marker »)²: 2</p> <p><i>Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.</i></p> <p><i>Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.</i></p> <p><i>Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.</i></p> <p><i>Note 0 pour les projets qui ne visent pas contribuer à l'égalité entre les sexes.</i></p>
<p>Résultats du projet :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les services déconcentrés de l'Administration du territoire disposent des ressources humaines et des moyens matériels pour accomplir leur mission 2. Les services de sécurité (police et gendarmerie) au niveau préfectoral sont restaurés et préparés pour accomplir leur mission de protection des populations 3. La condition pour une gouvernance locale et un développement local inclusif et participatif est établie dans les chefs-lieux de préfectures 4. Des progrès notables sont faits dans la stabilisation des moyens de subsistance des populations, notamment les plus vulnérables, et la revitalisation socio-économique des communautés locales
<p>Domaine de résultat du Fonds³ résumant au mieux l'objectif du projet :</p> <p>4) Rétablir les services administratifs essentiels</p> <p>(4.1) Renforcement de capacité nationale en services essentiels ;</p> <p>(4.2) Extension de l'autorité de l'État/ Administration locale</p>

<i>(Pour les projets financés par l'IRF)*</i>	
<p>Entité(s) récipiendaire(s) de l'ONU (RUNO) Aboubacar KOULIBALY <i>Directeur Pays</i></p>   <p><i>Programme des Nations Unies pour le Développement</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p>	<p>Représentant des autorités nationales Jean Serge BOKASSA <i>Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration du Territoire (MISPAT)</i></p> <p><i>Signature :</i> </p>  <p><i>Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration du Territoire (MISPAT)</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p>
<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) Oscar FERNANDEZ-TARANCO</p> <p><i>Signature :</i> </p> <p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix, New York</p> <p><i>Date et cachet</i></p>	<p>Coordonnateur Résident (CR) Najat ROCHDI</p> <p><i>Signature :</i> </p> <p>Bureau du CR</p> <p><i>Date et cachet</i></p> 

² PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1888, 1889, 1960 et 2122 et tel que mandaté par le Secrétaire général dans ses Sept engagements du Plan d'action pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix.

³ Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. Apporter un soutien à la mise en application des traités de paix et au dialogue politique (Priorité 1) :
(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit ; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration ; (1.4) Dialogue politique ;
2. Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :
(2.1) Réconciliation nationale ; (2.1) Démocratie ; (2.3) Gestion/ résolution des conflits ;
3. Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :
(3.1) Génération d'emplois à court terme ; (3.2) Subsistance durable.

4) (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).

(4.1) Renforcement de la capacité nationale en services essentiels ; (4.2) Extension de l'autorité de l'état/ administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris le Secrétariat du Fonds).

IRF - RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3

*(Pour les projets financés par l'IRF)**

Accepté par le gouvernement
M. Felix MOLOUA

Ministre de l'Économie, du Plan et
de la Coopération Internationale
Date et cachet :



Table des matières

I. Raison de la révision et justification

- a) Nature de la révision**
- b) Justification de la révision**

II. Impact sur le budget

I. Raison de la révision et explication

Nature de la révision et justification :

a) Nature de la révision :

La révision porte sur l'extension de temps sans coûts additionnels du projet. En effet, si le document de projet a été signé avec le Gouvernement en novembre 2015, la mise en œuvre effective n'a débuté qu'en septembre 2016. L'extension demandée consiste à prolonger la fin du projet jusqu'au **30 Avril 2018**.

b) Justification

Initialement prévue en décembre 2015, le démarrage des activités du projet ARAT-RSE n'a été véritablement effectif qu'à partir de septembre 2016. Les principales raisons de ce retard sont les suivantes :

- De novembre 2015 à avril 2016, le contexte politique du pays a été marqué par la finalisation du processus de transition politique à travers l'organisation des élections législatives et présidentielle. Dans un climat de fortes tensions politiques et sécuritaires, les efforts du Gouvernement et des partenaires dont le PNUD et la MINUSCA ont été largement focalisés sur l'organisation des élections et la mise en place des nouvelles institutions chargées de la gestion du pays ;
- La priorité portée par le nouveau Gouvernement sur l'évaluation des besoins en Relèvement et Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA) et la préparation de la Conférence de Bruxelles, tenue les 16 et 17 novembre 2016. Ladite conférence a été préparée avec l'appui conjoint de la Banque Mondiale, l'Union Européenne et du PNUD ;
- La persistance de l'insécurité sur le terrain. En dépit des progrès accomplis avec l'appui des forces internationales, les groupes armés demeurent fortement actifs dans les principales zones d'intervention du projet (Centre, Est et Nord du pays) ; et
- La mise en place tardive de l'équipe en charge du projet. Dès mars 2016, le recrutement du staff a été lancé ; mais, la mise en place de l'équipe a été effective à partir de fin Août 2016.

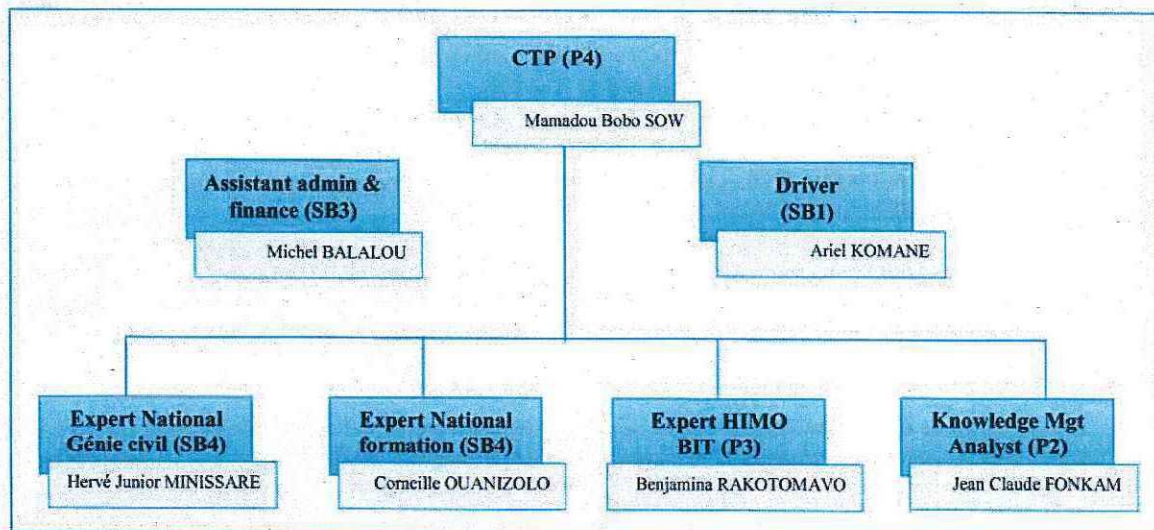
Au regard de la dynamique enclenchée sur le terrain depuis septembre 2016, le report de la fin du projet d'une année permettra de poursuivre et d'atteindre la maturation des initiatives ainsi que l'appropriation et internalisation des résultats par les bénéficiaires. A ce titre, on pourrait indiquer les points suivants :

- (i) La relance du fonctionnement du dispositif de Coordination Nationale de Redéploiement de l'Administration Publique (CNRAP) sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du Territoire ;
- (ii) Le lancement des chantiers de réhabilitation des édifices publics : une Lettre d'accord est déjà signée avec le maître d'ouvrage délégué (AGETIP-CAF) pour la réhabilitation de 9 bâtiments de l'Administration déconcentrée et décentralisée ; et celle de la réhabilitation de 6 unités des Forces de Sécurité Intérieures (FSI) est en cours de finalisation ;
- (iii) plus de 50 projets d'appui à la revitalisation de l'économie locale (initiatives THIMO et AGR portés par des groupements / associations) ont été préparés et sont en instance de démarrage ;
- (iv) les principaux manuels de formation en faveur des cadres et autres acteurs au niveau déconcentré et décentralisé sont élaborés et les formations seront lancées sur le terrain dans les semaines à venir ; et
- (v) à la faveur des mesures fortes récemment prises par la MINUSCA pour le départ des groupes armés de la ville de Bambari, un processus a été lancé pour la réhabilitation et l'équipement du Commissariat de Police et une Unité de la gendarmerie. Il s'agit d'un appui concerté et coordonné avec les interventions des autres partenaires (MINUSCA, FAO et Banque Mondiale notamment)

ainsi que d'autres projets du PNUD en vue de la restauration de l'autorité de l'Etat dans la zone, qui devra constituer un point de départ vers la restauration de l'autorité de l'Etat à l'Est du pays. A cet égard, une mission conjointe PNUD - Gouvernement MINUSCA – AGETIP-CAF chargée de l'évaluation des besoins vient d'être réalisée sur le terrain ; et la Lettre d'accord avec le maître d'ouvrage délégué est en cours de préparation. A cela s'ajoutent diverses autres actions en cours de préparation, axées sur la coordination des services déconcentrés, le renforcement des capacités des acteurs à la base et l'appui à la revitalisation de l'économie locale (appui aux groupements/associations et aux ménages vulnérables pour la relance des activités génératrices de revenus). Ainsi, conformément aux recommandations de la mission du PBSO de décembre 2016, la ville de Bambari offre la possibilité de mettre en œuvre les 4 composantes du projet ARAT-RSE.

Outre la mobilisation de toute l'équipe de l'Unité de gestion (voir l'organigramme ci-dessous) et du soutien opérationnel de la MINUSCA sur le terrain, le projet bénéficie d'un contexte favorable marqué par un fort engagement du Gouvernement en faveur de la restauration de l'autorité de l'Etat et de la relance des services publics de base, indiqué comme priorité dans le RCPCA.

Organigramme Unité de Gestion



II. Impact sur le budget

Cette demande de prolongation n'entraînera aucuns coûts supplémentaires sur le budget initial. Les activités programmées seront réalisées sur les reliquats de fonds disponibles, d'un total de 2.193.073 USD (PNUD : 2.013.895 USD et BIT : 179.178 USD).

**IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3**

Tableau 1 : Projet d'activité budgétaire indicatif⁴

Résultat/ Numéro du produit	Nom du produit	Budgets alloués par produit		Soldes disponibles		Commentaires
		PNUD	BIT	PNUD	BIT	
Résultat 1 : Les services déconcentrés de l'Administration territoriale disposent des ressources humaines et des moyens matériels pour accomplir leur mission						
Produit 1.1	Les capacités nationales de coordination et de suivi du redéploiement des agents publics sur tout le territoire de la RCA sont renforcées	96 518	-	78 518	-	Réalisation d'une enquête sur l'état du redéploiement ; Appui à l'élaboration des outils techniques pour un suivi du redéploiement de l'administration par la CNRAP
Produit 1.2	Les bâtiments prioritaires des services locaux de l'Administration publique sont réhabilités et équipés	400 960	80 000	213 597	30 000	Identification participative et réhabilitation/équipement des édifices publics prioritaires. Neuf (9) bâtiments administratifs déjà sélectionnés. LOA signé avec le maître d'ouvrage délégué et avance de démarrage versée.
Produit 1.3	La coordination territoriale de la fourniture des services publics essentiels est systématisée, professionnalisée et inclusive	95 000	-	95 000	-	Activation des mécanismes locaux de coordination des services publics notamment les CPRAP. Quinze VNU nationaux recrutés, formés et en instance de déploiement.
Résultat 2 : Les services de sécurité (police et gendarmerie) au niveau préfectoral sont restaurés et préparés pour accomplir leur mission de protection des populations						
Produit 2.1	Les agents de la police et de la gendarmerie sont formés et redéployés dans les préfectures	110 000	15 000	110 000	15 000	Identification et formation des agents FSI en collaboration avec UNPOL
Produit 2.2	Les bâtiments prioritaires des structures de la police et de la gendarmerie au niveau préfectoral sont réhabilités	274 100	35 000	252 507	27 393	Réhabilitation des bâtiments des unités FSI en vue de renforcer la sécurité. 7 structures des FSI déjà identifiées et évaluées et la LOA avec le maître d'ouvrage délégué en cours de finalisation. En outre, un processus lancé pour la réhabilitation/équipement de 2 unités FSI à Bambari.
Produit 2.3	Les services de sécurité au niveau préfectoral disposent des moyens nécessaires pour accomplir leur mission	213 750	-	213 750	-	Équipement des unités FSI en moyens logistiques pour une meilleure efficacité dans la sécurisation des communautés
Résultat 3 : La condition pour une gouvernance locale et un développement local inclusif et participatif est établie dans les chefs-lieux de préfectures						

⁴ La liste des résultats du projet doit être identique à celle figurant dans le descriptif de projet d'origine. S'il s'agit d'une demande de modification des résultats du projet, veuillez utiliser le formulaire 2.2.

Produit 3.1	Les capacités des acteurs locaux (services déconcentrés et décentralisés, société civile) en matière de planification et de gestion du développement local sont renforcées	90 000	-	90 000	-	Renforcement des capacités des acteurs locaux de la chaîne de gestion et de planification du développement. Les modules de formation sont déjà élaborés en partenariat avec le MISPAT et la MINUSCA
Produit 3.2	Les outils et les mécanismes de planification, coordination et de gestion sont mis en place dans les 16 chefs-lieux des préfectures	75 000	-	75 000	-	Elaboration des instruments de gestion des PDL et outils simplifiés de plaidoyer
Produit 3.3	L'emploi, notamment celui des jeunes est promu à travers la réhabilitation/ entretien des infrastructures communautaires	75 000	30 000	75 000	30 000	Mise en œuvre de l'approche THIMO pour la réhabilitation des infrastructures communautaires.
Résultat 4 : Des progrès notables sont faits dans la stabilisation des moyens de subsistance des populations, notamment les plus vulnérables, et la revitalisation socio-économique des communautés locales						
Produit 4.1	Les capacités des acteurs locaux pour la gestion du relèvement économique rapide sont renforcées,	43 428	26 262	43 428	5 000	Mise en place des comités locaux de coordination et de suivi de la relance économique
Produit 4.2	L'emploi, notamment celui des jeunes est promu à travers la réhabilitation des infrastructures communautaires (THIMO)	133 738	23 738	100 795	14 328	Réalisation des travaux d'intérêt collectif à travers l'approche THIMO
Produit 4.3	Les moyens de subsistance des communautés les plus affectées par le conflit sont revitalisés et renforcés par la relance des AGR	50 000	-	45 074	-	Appui des groupements locaux pour le développement des AGR dans les filières porteuses
Résultat 5 : Les ressources humaines et financières sont mises en place pour une gestion efficiente et efficace des appuis						
Produit 5.1	Le dispositif institutionnel de mise en œuvre du projet est mis en place et pleinement opérationnel	846 244	-	454 176	-	Mise en place de l'unité de gestion et des organes de pilotage, acquisition des mobiliers, moyens logistiques, y compris les outils de travail + motos pour les VNU
Produit 5.2	La mise en œuvre stratégique et opérationnelle du projet est assurée	20 000	20 000	11 000	20 000	Mise en synergie des actions du projet avec les interventions des autres acteurs
Produit 5.3	Les résultats du projet sont suivis et évalués de manière objective et les enseignements pris en compte	30 000	20 000	24 300	20 000	Mise en place d'un mécanisme de suivi du projet
Total		2 553 738	250 000	1 882 145	161 721	
Coûts indirects		178 762	17 500	131 750	17 457	
TOTAL GENERAL		2 732 500	267 500	2 013 895	179 178	

(*) La contribution du PBSO au projet s'élève à 3.000.000 USD, dont 2.732.500 USD à travers le PNUD et 267.500 USD à travers le BIT).

**IRF – RÉVISION DU BUDGET OU DE LA DURÉE DE PROJET SANS IMPACT SUR LE COÛT GLOBAL
FORMULAIRE 2.3**

Tableau 2 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO⁵

PROJET DE BUDGET PBF – PNUD-BIT						
Catégories de dépense	Budgets d'origine			Augmentation / diminution proposée	Reliquats disponibles avec le PNUD	
	Total	PNUD	BIT		PNUD	BIT
1. Personnel et autres employés	762 000	672 000	90 000	0	420 636	7 417
2. Fournitures, produits de base, matériels	108 122	108 122	-	0	80 622	-
3. Équipement, véhicules et mobilier	545 610	545 610	-	0	417 518	-
4. Services contractuels	769 750	769 750	-	0	527 851	-
5. Frais de déplacement	125 000	75 000	50 000	0	61 000	49 328
6. Transferts et subventions aux homologues	176 518	146 518	30 000	0	136 518	30 000
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	378 000	298 000	80 000	0	238 000	74 976
Sous-total	2 803 738	2553 738	250 000	0	1 882 145	161 721
8. Coûts indirects*	196 262	178 762	17 500		131 750	17 457
TOTAL	3 000 000	2 732 500	267 500	0	2 013 895	179 178

⁵ Comme il s'agit d'une demande de prolongation sans impact sur le coût global, le sous-total et le total du budget doivent demeurer identiques à ceux indiqués dans le descriptif de projet d'origine approuvé.

